Contre le pouvoir capitaliste et ses lois, vive la grève de masse et les occupations !

Ce jeudi 26 mai avait lieu la huitième journée d'action nationale contre le projet de loi Travail. Elle était marquée par un regain de la mobilisation, avec un nombre de manifestant-e-s nettement en hausse, mais surtout la grève reconductible dans de nombreux secteurs. Dans les raffineries, les salarié-e-s et leurs soutiens extérieurs ont démontré leur force en organisant de puissants piquets de grève et en faisant planer sur le pays la menace de la pénurie d'essence. Dans les centrales nucléaires, les travailleur-e-s ont débordé leurs directions syndicales en décidant la grève en assemblée générale. Dans de nombreuses manifestations comme celle de Paris, les cortèges auto-organisés ont pris la tête devant le carré des bureaucrates syndicaux et ont tenu bon face aux gaz, aux grenades et aux matraques de la flicaille.

Face à la perspective d'une grève paralysant l'économie et les profits capitalistes, la peur a changé de camp. Le gouvernement panique et de profondes divisions apparaissent en son sein. La plupart des organes de la presse bourgeoise ont été empêchés de paraître par la Filpac-CGT (souvent appelée CGT du livre). La ministre El Khomri, invitée dans l'émission au service du gouvernement « C dans l'air », a été interrompue par l'irruption d'opposant-e-s au projet de loi. Partout en France, les actions de blocage et d'occupation se multiplient. D'ores et déjà, la fragilité du pouvoir au service du patronat apparaît au grand jour, et la classe dirigeante n'a pas d'autre réponse que de multiplier les procès politiques et de mettre en cause le pouvoir de la CGT qui s'oppose frontalement au sien. Cette opposition n'est pas du, comme on l'entend ici ou là, au chef Martinez que les militant-e-s suivent docilement. Il s'agit avant tout d'une mobilisation des militant-e-s les plus combatifs, organisant des grèves localement, par usine, par branche, et faisant pression sur les appareils syndicaux beaucoup trop timides.

Pourtant, l'intersyndicale réunie hier soir a décidé de ne pas appeler à une nouvelle journée avant le 14 juin, sous la pression de Force Ouvrière qui joue dans ce mouvement le rôle de frein tout en maintenant sa position pour le retrait du projet de loi. La CGT et Solidaires appelleront sans doute à une autre journée de grève dès le 2 juin. Cette politique des directions syndicales n'est pas satisfaisante dans une situation où la généralisation de la grève apparaît possible, de l'aveu même du secrétaire général de la CGT Philippe Martinez. Il n'y a aucune raison d'attendre pour reconduire les grèves et pour œuvrer à la convergence des luttes.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui pour pouvoir faire reculer le gouvernement sur son projet de loi catastrophique, c'est l'organisation à la base en vue du blocage total de l'économie. C'est l'élection de comités de grève par les grévistes, seuls légitimes à décider de la conduite de la grève et notamment de sa reconduction. C'est la coordination nationale de chaque secteur en lutte, par exemple la rencontre de délégations élues par les assemblées générales des raffineries. C'est le renforcement des piquets de grève, avec pour perspective l'occupation des lieux de travail par les travailleur-e-s et le contrôle ouvrier sur la production. Et pour que cela soit possible, et que les travailleurs et les travailleuses les plus combatifs se lancent pleinement dans la bataille, il y a une réelle nécessité à un appel clair des confédérations syndicales pour la grève générale.

Tout en luttant dans les syndicats pour un appel clair à la grève générale, nous nous battons partout où nous sommes pour la grève de masse. Nous lions les revendications économiques immédiates comme le retrait du projet de loi Travail, le retrait du décret-socle à la SNCF, le refus des plans de réorganisation-licenciement, le dégel du point d'indice dans la fonction publique et l'embauche en CDI de tou-te-s les intermittent-e-s et précaires à des revendications politiques comme la démission du gouvernement Valls. Nous proposons que les travailleur-e-s et chômeur-e-s prennent le contrôle des grands centres de production et imposent le partage du temps de travail en embauchant massivement. Nous militons aussi dans le secteur publique trop peu mobilisé contre cette loi qui pourtant ouvre la voix à des attaques similaires. Valls a même décidé de ne pas rendre publique un rapport sur le temps de travail des fonctionnaires, car il comprend que ce serait explosif dans la situation actuelle[1].

Nous nous adressons évidemment aux salarié-e-s en lutte sur leur lieu de travail, dont le rôle est central dans la stratégie de la grève de masse, mais aussi à tou-te-s celles/ceux qui luttent en marge du monde du travail ou qui en sont exclu-e-s. Nous participons en même temps au mouvement de solidarité avec les migrant-e-s, au mouvement féministe auto-organisé, aux luttes anti-racistes et anti-impérialistes. Nous sommes engagé-e-s dans les Nuits Debout et y défendons une perspective communiste révolutionnaire, en proposant concrètement le soutien aux grèves et l'occupation de lieux stratégiques comme les stations de radio et de télévision. Nous nous joignons aux combats contre l'aménagement capitaliste du territoire, avec ses nuisances petites et grandes, Nous nous joignons aux combats contre l'aménagement capitaliste du territoire, avec ses nuisances petites et grandes, en particulier l'extraordinaire et horrible centre d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure[2]. Nous œuvrons à la convergence de toutes les luttes en un grand mouvement révolutionnaire qui se donne pour objectif le renversement du capitalisme, et nous construisons le Nouveau Parti Anticapitaliste pour qu'il mette en œuvre une orientation révolutionnaire au service du mouvement.

Le mouvement actuel est une préfiguration concrète de la société que nous voulons construire. Il réunit les travailleur-e-s et la jeunesse en lutte pour un avenir meilleur, au-delà des divisions construites par l'idéologie dominante entre chômeur-e-s et salarié-

e-s. Derrière le retrait du projet de loi, il formule déjà comme son objectif la fin de l'exploitation et de son cortège d'oppressions. Par la grève et les occupations, il nous libère du travail aliéné et nous permet de nous réapproprier notre quotidien. Il nous donne un avant-goût de ce que seront le pouvoir des travailleur-e-s et la transition vers le communisme autogestionaire, affranchie de la loi d'airain du profit capitaliste et fondée sur l'égalité et la solidarité réelles. En retour, nous donnons au mouvement, sans compter, le meilleur de notre énergie et de notre joie de vivre, nous agissons avec confiance et détermination jusqu'à la victoire, pour que la classe ouvrière prenne conscience de sa force irrésistible et de ses intérêts historiques, pour qu'elle s'engage sur la voie de la révolution communiste.

> **Assez de journées d'action, grève générale !**
>
> **Grève de masse et occupations jusqu'au retrait de la loi Travail !**
>
> **Convergence de toutes les luttes contre le gouvernement « socialiste » !**

1 http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20160525.OBS1159/exclusif-temps-de-travail-des-fonctionnaires-le-rapport-que-vals-veu--cacher.html?xtref=https%3A%2F%2Ft.co%2FMjB6N48URS#https://t.co/MjB6N48URS

2Il nous semble important de particper aux rencontres anticapitalistes à Naix-au--Forges et la "Rando-active" à Bure, voir notre arcile http://tendanceclaire.org/article.php?id=964

Lakhdar Bouazizi, le 27 mai 2016